



Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

8, 9 et 10 juillet 2011 / 8, 9 and 10 July 2011

31 mai 2011

Le monde dans tous ses États

Un cycle de l'Histoire économique mondiale s'achève.

Après 30 ans d'interrogations, de remises en cause, de transformation du rôle des États, une question se pose.

Le retour de l'intervention publique au cours de ces toutes dernières années n'était-il qu'un mouvement passager, une période de transition, une simple phase de remise en ordre des sociétés en péril ?

Si ce n'est pas le cas, une seconde question s'impose : s'agissait-il d'un repositionnement plus fort, plus diversifié des États dans leurs rapports complexes avec les marchés, et lequel ?

Plus précisément, les régulations de toutes formes, aujourd'hui au cœur de toutes les discussions des économistes et des politiques, sont-elles les réponses passagères à nos incertitudes et à nos inquiétudes ? En tout état de cause, on peut penser que nous sommes plongés dans une situation nouvelle, celle d'un mode d'organisation et de gestion des économies mondiales plus adapté au caractère imprévisible du fonctionnement des marchés.

Aujourd'hui il n'y a de réponse ni affirmée ni définitive à ces interrogations majeures, compréhensions pourtant si nécessaires pour assurer une meilleure stabilisation à l'économie mondiale.

C'est tout le défi de ces journées de tenter de faire progresser la réflexion sur ces sujets.

Pour cela, les vingt sessions et débats tenteront d'évoquer tous les thèmes, sans exception, qui concernent l'avenir des relations entre les États et les marchés. Chacun connaît la définition traditionnelle des fonctions de l'État, la production de biens publics, la stabilisation de la conjoncture et l'établissement de règles d'équité, mais personne ne sait ce qu'aujourd'hui elles recouvrent exactement.

Nous tenterons non seulement de délimiter leurs domaines d'intervention, mais également d'imaginer leur nouveau contenu.

Alors la logique du déroulement de ces trois jours s'impose. Une première journée de nature plus conceptuelle se concentre sur les futurs possibles. La deuxième journée aborde la difficile

The States of the World

We have now reached the end of an economic cycle.

After 30 years of attempting to reform the State and discussing its role, one question remains.

Is the comeback of State interventions these last few years a passing trend, a transition period, a phase for restoring our threatened societies?

If this is not the case, then another question arises: is it a matter of States repositioning themselves more forcefully and in a more diversified way in their complex relations with the market? If so what kind of repositioning?

In other words, is regulation currently at the heart of economists' and politicians' discussions a fleeting answer to our doubts and anxieties?

As it is, it may be assumed that we have been thrown into a new situation, that of an organisation and management of World economies more adapted to the unpredictability of markets. As of today there are neither definite nor affirmative answers to these major questions in spite of the fact that a clearer understanding of the situation is badly needed to stabilize World economies.

Such is the challenge of these three days: to contribute to a deeper and finer understanding of these issues.

With this in mind, we have organised 20 sessions and debates to deal with every aspect of the topics that will prove to be crucial in the State and market relations.

The traditional State prerogatives are well known: the production of goods, economic stability and the setting up of equality rules; but no one seems to know what they really cover today.

We will attempt to define both their limits and their new contents.

The sequence of the three days thus becomes self evident:

During the first day we will concentrate on possible futures from a conceptual point of view. Day 2 will be devoted to the complex issue of State reforms. We will conclude on Day 3 by attempting to imagine what the best way toward a new regulation of World economy might be.



Les 8, 9 et 10 juillet 2011 Le monde dans tous ses États

question de la transformation de l'État. En conclusion, nous essayerons d'inventer le cheminement souhaitable de cette nouvelle régulation de l'économie mondiale.

État

VENDREDI 8 juillet
Le renouveau du débat public / privé

Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul
Cézanne, 3, avenue Robert Schuman
Amphi Portalis

13h45 - 14h00

Accueil

Par Jean-Hervé LORENZI, président du Cercle des économistes

14h00 - 14h45

Session inaugurale
Naissance, vie et mutation des États

L'État a historiquement connu des cycles, irréguliers, de recul et de retour. Le contexte politique et idéologique, la situation économique et sociale – en particulier les crises financières et économiques – le degré d'ouverture ou de fermeture des économies sont autant de facteurs dont il faut mesurer l'impact sur la place de l'État dans la société.

Ses fonctions connaissent aussi une évolution : s'il reste un producteur essentiel de biens collectifs et d'externalités, il est aussi facilitateur, incitateur, régulateur, partenaire. Comment évaluer ces différents rôles et que seront-ils à l'avenir ?

Dans un contexte où les États sont pris en tenaille entre l'aspiration « vers le haut » – par la mondialisation, l'intégration européenne ou les instances de gouvernance mondiale – et le poids croissant du local et du non-étatique, où devrait se situer l'équilibre (mouvant) entre ces forces ? Les réponses nationales, voire régionales, seront-elles convergentes ?

Intervenants :

Francis FUKUYAMA (Stanford)

Poul Nyrup RASMUSSEN (Parti Socialiste Européen)

Peter SLOTERDIJK (Karlsruhe)

Hubert VÉDRINE (ancien Ministre des Affaires étrangères)

Coordination : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Nicolas DEMORAND** (Libération)

14h45 - 16h00

Session 1
Libéralisme et État-providence

Le libéralisme est à la fois une doctrine politique, qui pose la démocratie comme mode de fonctionnement d'une société, et une conception de la vie économique, où l'initiative privée dans le cadre de marchés organisés est considérée comme le meilleur système d'allocation de ressources pour optimiser le bien-être social. Jusqu'en 2007, ces deux conceptions du libéralisme semblaient aller de pair. Mais la crise a contribué à faire planer un doute sur l'optimalité de cette osmose : l'État ne se serait-il pas trop désengagé ? Inversement, peut-on attendre des politiques de relance par la dépense publique quand beaucoup d'États sont minés par les dettes ?

Cette alternative entre libéralisme et État-providence s'inscrit en outre dans un nouveau contexte, celui de l'émergence d'un contre-modèle porté par de nouvelles grandes puissances comme la Chine, et celui des inégalités sociales engendrées par la mondialisation. Faut-il envisager un renforcement de l'État-providence, quand la droite, s'élevant contre trop d'État, l'emporte dans de nombreux pays ?

Introduction : **Suzanne BERGER** (MIT)

Intervenants :

Jean AZÉMA (Groupama)

Jean-Paul BAILLY (LE GROUPE LA POSTE)

Elyès JOUINI (Université Paris-Dauphine)

Stéphane RICHARD (France Télécom - Orange)

Augustin de ROMANET (Caisse des Dépôts)

Andrei SHLEIFER (Harvard)

Rémy WEBER (CIC Lyonnaise de Banque)

Alexander ZHUKOV (Vice-Premier ministre de la Fédération de Russie)

Coordination : **Bertrand JACQUILLAT** avec la contribution de

David THESMAR (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Erik IZRALEWICZ** (Le Monde)

FRIDAY 8 July
Revival of the Public/Private Debate

Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul
Cézanne, 3, avenue Robert Schuman
Amphi Portalis

13:45 – 14:00

Welcome Address

By **Jean-Hervé LORENZI**, President of Le Cercle des économistes

14:00 – 14:45

Opening session
Birth, Life and Mutation of the States

Historically, the State has encountered times of decline and expansion. The political and ideological context, the economic and social situation – including economic and financial crises – the extent to which economies are open or closed to the outside world are as many factors whose impact on the role of the State in society has to be assessed.

The functions of the State have also evolved.

Admittedly, the State remains an essential producer of collective goods and externalities. Nevertheless it is also a facilitating, incentive, regulating partner. How to evaluate these different roles and what evolutions are to be expected or wished for?

States are put “between a rock and a hard place”, between the aspiration “towards the top” (globalization, European integration, international institutions), and the opposing and growing weight of the local and non-State institutions. In the future, what should be the (moving) equilibrium between these forces? Will national or even regional responses converge?

Speakers:

Francis FUKUYAMA (Stanford)

Poul Nyrup RASMUSSEN (Party of the European Socialists)

Peter SLOTERDIJK (Karlsruhe)

Hubert VÉDRINE (former French Minister of Foreign affairs)

Coordination: **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Nicolas DEMORAND** (Libération)

14:45 – 16:00

Session 1
Liberalism and the Welfare State

Liberalism is both a political doctrine, with democracy as the operating mode of society, and a conception of the economic life where private initiative, within the framework of organized markets, is considered the best possible way of allocating resources in order to optimize social welfare.

Up until the 2007-2009 economic crisis, these two aspects of liberalism seemed to go hand in hand. But the crisis has cast a doubt on the optimality of this symbiosis. Has the State withdrawn too far? Conversely, can recovery plans be relied on when so many States are undermined by public debts?

The alternative between liberalism and Welfare State is made more uncertain still by the emergence of superpower counter-models like China and by the widening social inequalities fostered by globalization.

Should the reinforcement of the Welfare State be considered at a time when in many countries the rightwing keeps the upper hand and rises up against “trop d’État”?

Introduction: **Suzanne BERGER** (MIT)

Speakers:

Jean AZÉMA (Groupama)

Jean-Paul BAILLY (LE GROUPE LA POSTE)

Elyès JOUINI (Université Paris-Dauphine)

Stéphane RICHARD (France Télécom - Orange)

Augustin de ROMANET (Caisse des Dépôts)

Andrei SHLEIFER (Harvard)

Rémy WEBER (CIC Lyonnaise de Banque)

Alexander ZHUKOV (Deputy Prime Minister of the Russian Federation)

Coordination: **Bertrand JACQUILLAT**, with the contribution of

David THESMAR (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Erik IZRALEWICZ** (Le Monde)

16h00 - 17h15

Session 2**La guerre des monnaies**

Alors qu'aux États-Unis et dans plusieurs pays européens la reprise ne suffit pas à faire reculer le sous-emploi, sommes-nous entrés dans une nouvelle phase de « guerre des monnaies » où chaque pays tente de déprécier son taux de change pour exporter son chômage ? L'expression évoque un précédent funeste : la série de dévaluations compétitives qui a suivi la décision par Londres, en septembre 1931, de rompre le lien fixe entre la livre et l'or est restée dans la mémoire collective comme un épisode décisif de la dégradation des relations internationales.

La controverse monétaire est-elle le signe d'une montée du nationalisme économique, dont la prochaine étape pourrait être le protectionnisme commercial ? Ou bien les mouvements des changes et les craquements dans les arrangements monétaires sont-ils simplement la conséquence d'évolutions économiques asymétriques, dont il faudra bien qu'elles finissent par se refléter dans le prix relatif des monnaies – notamment celles des pays émergents et des pays avancés ?

Introduction : **Mario DRAGHI** (Banque d'Italie)

Intervenants :

José Maria CORDOBA MONTOYA (Anesco)
Miguel FERNÁNDEZ ORDÓÑEZ (Banque d'Espagne)
Donald KOHN (Brookings Institution)
Joaquim LEVY (Bradesco Asset Management)
Eric LOMBARD (BNP Paribas Assurance)
François PEROL (BPCE)
YAN Lan (Lazard China)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Nicolas BARRÉ** (Les Echos)

17h15 - 18h30

Session 3**États-Nations, zones économiques, zones politiques**

Au cours des vingt dernières années, les États-Nations ont pu voir leurs prérogatives écornées : la mondialisation les a soumis à la mobilité des capitaux internationaux, les firmes multinationales se sont émancipées de leur pays d'origine et les accords régionaux et internationaux leur ont lié les mains, tout particulièrement en Europe.

Ces accords ont pourtant été conclus pour redonner aux États des instruments pour agir, au moins collectivement, sur leur environnement. Mais la crise mondiale nous a brutalement démontré l'inefficacité de l'organisation des États qui n'ont pas su réguler les marchés ni les déséquilibres mondiaux. Ils sont eux-mêmes victimes de leur propre timidité, chargés aujourd'hui de dettes qui n'étaient pas initialement les leurs. Il s'agit donc de revenir sur la pertinence de chaque échelon de décision – national, régional, international – pour les grands dossiers de la politique économique, et d'étudier plus particulièrement le cas européen, qui devra nécessairement évoluer.

Introduction : **Roberto LAVAGNA** (ancien Ministre de l'Économie et de la Production d'Argentine)

Intervenants :

Dominic BARTON (McKinsey)
Jorge CASTANEDA (New York University)
Dominique CERUTTI (NYSE Euronext)
Parag KHANNA (New America Foundation)
Maurice LÉVY (Publicis Groupe)
Yukio OKAMOTO (Okamoto Associates Inc.)
Changyong RHEE (Asian Development Bank)

Coordination : **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **François LENGLET**

18h30 - 18h45

Conclusion des sessions du vendredi

Jacques ATTALI, PlaNet Finance

16:00 – 17:15

Session 2
The Currency War

In the United States and many European countries the economic recovery has failed to reduce underemployment. Are we entering a new phase of the “currency war” where each country tries to depreciate its exchange rates in order to export its unemployment? The expression evokes a fatal precedent: the series of competitive devaluations that followed the British decision to abandon the gold standard in September 1931, which has remained in the collective memory as a decisive episode of the degradation of international relations.

Is the monetary controversy a sign of the rise of economic nationalism? Could the next step be commercial protectionism? Or are the movements of exchanges and the cracks in the monetary systems simply the consequence of asymmetric economic evolutions, which will necessarily be reflected in the relative price of their currencies –notably those from emerging and developed countries?

Introduction: **Mario DRAGHI** (Bank of Italy)

Speakers:

José María CORDOBA MONTOYA (Anesco)
Miguel FERNÁNDEZ ORDÓÑEZ (Bank of Spain)
Donald KOHN (Brookings Institution)
Joaquim LEVY (Bradesco Asset Management)
Eric LOMBARD (BNP Paribas Assurance)
François PEROL (BPCE)
YAN Lan (Lazard China)

Coordination: **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Nicolas BARRÉ** (Les Echos)

17:15 – 18:30

Session 3
Nation States, Economic Zones and Political Zones

During the last twenty years, Nation States have seen their prerogatives restricted. Globalization has imposed the mobility of international capitals, multinational corporations have freed themselves from their countries of origin. On the other hand international and regional agreements have bound Nation States hand and foot, particularly in Europe.

Paradoxically, these international and regional agreements were originally created to give the States the tools to act on their environment, at least collectively. But the world crisis has brutally demonstrated the ineffectiveness of these agreements that proved incapable of regulating both their markets and global imbalances. *In fine*, they are the victims of their own faintheartedness, as they are now loaded with debts that were not initially theirs. The relevance of decisions made at national, regional and international levels has to be revised notably regarding the most important issues of economic policy with an emphasis on Europe, which, as we know, will have to move forward.

Introduction: **Roberto LAVAGNA** (former Minister of Economy and Production, Argentina)

Speakers:

Dominic BARTON (McKinsey)
Jorge CASTANEDA (New York University)
Dominique CERUTTI (NYSE Euronext)
Parag KHANNA (New America Foundation)
Maurice LÉVY (Publicis Groupe)
Yukio OKAMOTO (Okamoto Associates Inc.)
Changyong RHEE (Asian Development Bank)

Coordination: **Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **François LENGLET**

18:30 – 18:45

Conclusion of Friday's Sessions

Jacques ATTALI, PlaNet Finance



8, 9 and 10 July 2011

Le monde dans tous ses États / The States of the World

SAMEDI 9 juillet / Matin
L'État peut-il se transformer ?

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta

8h30 - 8h40

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)

Rappel des conclusions du vendredi
Présentation des thèmes du samedi

David THESMAR, Cercle des économistes

8h40 - 9h15

Débat
Comment l'Europe va-t-elle rebondir ?

Les nouvelles formes de croissance dont nous avons besoin ne seront sans doute pas homogènes mais diversifiées, innovantes et souvent décentralisées. L'Europe a certes des pesanteurs mais présente aussi de nombreux atouts. Si certaines formes de relance sont encore impulsées par des plans européens et nationaux, il existe, partout en Europe, un formidable potentiel au niveau des territoires et de leur gouvernance. La crise peut avoir ainsi pour effet de révéler des initiatives et de déclencher des innovations qui sont par essence porteuses de nouvelles formes de croissance.

Intervenant : Jacques DELORS (ancien Président de la Commission européenne)

Coordination : Jean-Marie CHEVALIER, avec la contribution de Christian SAINT-ÉTIENNE (Le Cercle des économistes)

Modérateur : Jean-Marie COLOMBANI (Slate.fr)

*To be confirmed

SATURDAY 9 July / Morning
Can States Change?

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta

8:30 – 8:40

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)

Summing up of Friday's Conclusions
Presentation of Saturday's Topics

David THESMAR, Cercle des économistes

8:40 – 9:15

Debate
How will Europe Bounce Back?

The new forms of growth that we need will probably not be homogeneous; they will be diverse, innovative and probably decentralized.

Europe is weighed down by cumbersome procedures but it is also endowed with important advantages. A number of stimulus plans are still implemented at European and national levels. However, there still exists, all over Europe, a great potential for new growth that can be activated. The crisis can reveal and spark off new initiatives and innovations that will generate new forms of growth.

Speaker: Jacques DELORS (former President of the European Commission)

Coordination: Jean-Marie CHEVALIER, with the contribution of Christian SAINT-ÉTIENNE (Le Cercle des économistes)

Hosted by Jean-Marie COLOMBANI (Slate.fr)



8, 9 and 10 July 2011

Le monde dans tous ses États / The States of the World

9h15 - 10h45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 4

Transformer une grande démocratie : l'expérience américaine

Avec la promulgation de la loi sur la santé et de la réforme financière – pour s'en tenir à l'essentiel – les deux premières années du mandat de Barack Obama ont connu des avancées comparables à celle de la Grande société de Lyndon Johnson ou du premier paquet législatif de Roosevelt. Mais l'hostilité radicale à l'encontre de l'administration Obama démontre combien il est facile de tomber dans la paranoïa ou de s'embourber dans des clivages primaires, même dans un pays avancé, immensément riche et profondément démocratique. Le mouvement *Tea party* qui marque si fortement la vie publique est évidemment seul à imaginer que ses "solutions" sont à la mesure des défis auxquels est confrontée l'Amérique. Comment les réformes seront-elles envisagées en 2011 ? Quelles convulsions peuvent agiter Gulliver empêtré ?

Introduction : **Jeffry A. FRIEDEN** (Harvard)

Intervenants :

Steven CLEMONS (New America Foundation)

Douglas KENNEDY (écrivain)

Ronald A. KLAIN (Case Holdings, former chief of staff to US Vice President Biden)

Zaki LAÏDI (Sciences Po Paris)

James L. OBERSTAR (ancien Représentant au Congrès pour le Minnesota)

Ezra SULEIMAN (Princeton)

Coordination : **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

9h15 - 10h45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne (La Chapelle)

Session 5

États, la nouvelle donne en Europe

La crise a remis au cœur du débat le « modèle » social des États européens : elle interroge la soutenabilité des systèmes sociaux les plus généreux. On comparera donc les choix effectués par les pays qui ont décidé de réduire drastiquement leurs dettes et déficits : quel modèle social préservent-ils (comme aux Pays-Bas) ? Jusqu'où peut aller le désengagement de l'État (comme au Royaume-Uni) ? La réforme des États au niveau national doit en outre tenir compte d'une intrusion croissante des institutions européennes dans les politiques nationales. Leur souveraineté doit donc s'articuler au souci de préserver – et éventuellement de faire grandir – l'intégration européenne : quel modèle choisir, entre le fédéralisme budgétaire, qui implique un transfert de souveraineté, et un encadrement des modèles, qui s'appuie sur la décentralisation des mises en œuvre des politiques fiscales et donc sociales ? La convergence fiscale franco-allemande est-elle possible sans convergence sociale ? Avec quelles conséquences pour les autres États-membres ?

Introduction : **Etienne DAVIGNON** (Fondation Paul-Henri Spaak)

Intervenants :

Wendy ASBEEK BRUSSE (The Netherlands Scientific Council for Government Policy)

Josep BORRELL FONTELLAS (Institut Universitaire Européen)

Pierre MARIANI (Dexia)

Wolfgang MÜNCHAU (Eurointelligence ASBL)

Bart SAMYN (Fédération européenne des Métallurgistes)

Reinhard SCHÄFFERS (Ambassadeur d'Allemagne en France)

Pierre SELLAL (Ministère des Affaires étrangères et européennes)

Coordination : **Laurence BOONE** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Christian MENANTEAU** (RTL)

9h15 - 12h30

Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta – Amphi Zyromski

Session 8

Finance mondiale : les États doivent innover

1. Comment la régulation peut-elle être efficace ?

Le défaut de régulation a-t-il été à l'origine de la crise ? Les nouvelles régulations vont-elles réussir à endiguer la crise, sont-elles des améliorations marginales, ou sont-elles réellement innovantes ?

Introduction : **Thomas MIROW** (BERD)

Intervenants :

Bruno ANGLÉS (Macquarie)

Jean-Claude BASSIEN (CA Cheuvreux)

Wolfgang GLOMB (Association Fédérale des Economistes Allemands)

Már GUDMUNDSSON (Banque Centrale d'Islande)

Olivier KLEIN (BPCE)

Henri-Paul ROUSSEAU (Power Corp.)

Modérateur : **Philippe MABILLE** (La Tribune)

2. La régulation doit-elle être uniforme au niveau mondial ?

Les émergents ont des problèmes différents : Solvency 2, Bâle 3 sont inadaptés à leurs économies. La concurrence entre les places financières a-t-elle encore un sens ?

Introduction : **ZHU Min** (Fonds Monétaire International)

Intervenants :

Michel AGLIETTA (CEPII)

Eric LE BOULCH (CM-CIC Securities)

Henrique de CAMPOS MEIRELLES (ancien Gouverneur de la Banque Centrale du Brésil)

Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Moustapha NIASSE (ancien Premier ministre du Sénégal)

Coordination : **Catherine LUBOCHINSKY**, avec la contribution d'**Anton BRENDER** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Philippe MUDRY** (L'Agefi)

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

9:15 – 10:45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 4**Transforming a Great Democracy: the American Experience**

With the passing of the health law and the financial reform, the first two years of Obama's term can be compared with Lyndon Johnson's Great Society or even Roosevelt's legislative package. However, the radical hostility against the Obama administration and its democrat majority show how easy it is to fall into paranoia – even in a deeply democratic, immensely rich and advanced country – and how difficult it is to overcome simplistic splits.

The Tea party has had quite an impact on public life but they are obviously alone in thinking that their "solutions" are up to par with the challenges that America is now facing: how will the question of reforms be put in 2011? What convulsions can seize the tangled up Gulliver?

Introduction: **Jeffrey A. FRIEDEN** (Harvard)

*Speakers:***Steven CLEMONS** (New America Foundation)**Douglas KENNEDY** (author)**Ronald A. KLAIN** (Case Holdings, former chief of staff to US Vice President Biden)**Zaki LAÏDI** (Sciences Po Paris)**James L. OBERSTAR** (former US Representative for Minnesota)**Ezra SULEIMAN** (Princeton)

Coordination: **Jacques MISTRAL** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Sylvie KAUFFMANN** (Le Monde)

9:15 – 10:45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne (La Chapelle)

Session 5**The New European Deal**

The crisis has re-kindled the debate on European social "models": it questions the sustainability of the most generous systems. We will compare the choices made by the countries that have decided to drastically reduce their debts and deficits: what social model do they maintain (like in the Netherlands)? How far can the State withdraw (like in the United Kingdom)? Further more, at national level, the reforms of the States must take into account the increasing intrusion of European institutions in national politics. Sovereignties have to be revisited with a view to preserving and possibly increasing European integration: what integration model to choose between the budgetary federalism that implies the States giving up a part of their sovereignty, and a control of the models based on the decentralization of the implementation of fiscal hence social policies? Is the French-German fiscal convergence possible without social convergence? What are the implications for the other European countries?

Introduction: **Etienne DAVIGNON** (Paul-Henri Spaak Foundation)

*Speakers:***Wendy ASBEEK BRUSSE** (The Netherlands Scientific Council for Government Policy)**Josep BORRELL FONTELLES** (European University Institute)**Pierre MARIANI** (Dexia)**Wolfgang MÜNCHAU** (Eurointelligence ASBL)**Bart SAMYN** (European Metalworkers' Federation)**Reinhard SCHÄFFERS** (Ambassador of the Federal Republic of Germany to France)**Pierre SELLAL** (Ministry of Foreign and European Affairs)

Coordination: **Laurence BOONE** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Christian MENANTEAU** (RTL)

9:15 – 12:30

Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta – Amphi Zyromski

Session 8**World Finance: States must Innovate****1. How can regulations be efficient?**

Has the crisis originated in the lack of regulations? Will new regulations succeed in containing the crisis? Are they marginal improvements or are they really innovative?

Introduction: **Thomas MIROW** (EBRD)

*Speakers:***Bruno ANGLES** (Macquarie)**Jean-Claude BASSIEN** (CA Cheuvreux)**Wolfgang GLOMB** (Federal Association of German Economists)**Már GUDMUNDSSON** (Central Bank of Iceland)**Olivier KLEIN** (BPCE)**Henri-Paul ROUSSEAU** (Power Corp.)

Hosted by **Philippe MABILLE** (La Tribune)

2. Should regulations be uniform all over the world?

Emerging economies have different problems: Solvency II, Basel III are not adapted to their economies. Is competition between financial centers still relevant?

Introduction: **ZHU Min** (International Monetary Fund)

*Speakers:***Michel AGLIETTA** (CEPII)**Eric LE BOULCH** (CM-CIC Securities)**Henrique de CAMPOS MEIRELLES** (former Governor of Central Bank of Brazil)**Jean-Pierre MARTEL** (Orrick Rambaud Martel)**Moustapha NIASSE** (former Prime Minister of Senegal)

Coordination: **Catherine LUBOCHINSKY**, with the contribution of **Anton BRENDER** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Philippe MUDRY** (L'Agefi)

10h45 - 12h30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)**Session 6****Progrès économiques et / ou transformations sociales :
les pays émergents**

La forte croissance des pays émergents repose en grande partie sur un avantage compétitif lié à un faible coût du travail. Elle est aussi associée à de profondes transformations de la société, généralement marquée par un exode rural massif et par un développement très rapide du secteur industriel. Pour être soutenable à long terme, le progrès économique doit aussi s'accompagner de transformations sociales harmonieuses, qui limitent les inégalités de revenus, assurent l'accès à l'éducation de l'ensemble de la population, couvrent les risques liés à la santé, et permettent une large diffusion des connaissances. De quelles expériences dispose-t-on en la matière, quand ces objectifs relèvent de coûteux investissements et s'opposent généralement à des groupes d'intérêts puissants ?

Introduction : **Ricardo HAUSMANN** (Harvard)

Intervenants :**André CHIENG** (Comité France-Chine)**Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ** (BEI)**Louis GALLOIS** (EADS)**Bruno LAFONT** (Lafarge)**Aloizio MERCADANTE OLIVA** (Ministre des Sciences et de la Technologie, Brésil)**Sidi Mohamed OULD BOUBACAR** (Ambassadeur de Mauritanie en Egypte)**Deepak PURI** (Moser Baer)**Mostafa TERRAB** (Office Chérifien des Phosphates)**ZHANG Yuyan** (Institute of World Economics and Politics)

Coordination : **Pierre CAHUC** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Dominique ROUSSET** (France Culture)

10h45 - 12h30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 7**L'État défaillant**

États voyous, paradis fiscaux, enclaves réglementaires, États ayant des difficultés à exister... Les mots ne manquent pas pour qualifier les États qui ont choisi de déroger aux règles de droit qu'appliquent les autres, de façon certes différenciée selon les continents ou les niveaux de développement, tout comme la problématique des États à construire en environnement contraint. Or il y a là autant de facteurs de distorsion de concurrence, de menaces sur la sécurité des échanges, de sources de captation de rentes ou de détournement des recettes fiscales. Quelle est la carte de ces États défaillants ? Comment évaluer l'ampleur de leurs agissements ? Comment peut s'organiser la Communauté internationale pour réduire les multiples externalités négatives qu'induisent les stratégies non-coopératives des États défaillants ?

Introduction : **Charles B. BLANKART** (Université Humboldt de Berlin)

Intervenants :**Pierre DUQUESNE** (Ministère des Affaires étrangères et européennes)**Martin HIRSCH** (Agence du service civique)**David ROTHKOPF** (Garten Rothkopf)**Cobus de SWARDT** (Transparency International)**Georges TERRIER** (Davis Polk)**Martin ZIGUÉLÉ** (ancien Premier ministre de la République centrafricaine)

Coordination : **André CARTAPANIS**, avec la contribution de **Jean-Dominique LAFAY** et **Jean-Paul POLLIN** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Luc EVRARD** (Europe 1)

10:45 – 12:30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)**Session 6****Economic Progress and/or Social Transformations in Emerging Economies**

The rapid growth of emerging economies is closely connected with the comparative advantage associated to the low price of labor. It is additionally related to the in-depth social changes, most notably a massive rural exodus and a fast development of the industrial sector.

In order for the economic progress to be sustainable in the long term, it has to go along with social changes aimed at limiting inequality of income, providing access to education for all, covering health care expenses and allowing for the circulation of knowledge.

What experience can we rely on, when such long-term objectives require massive investments, which are usually rejected by powerful interest groups?

Introduction: **Ricardo HAUSMANN** (Harvard)

*Speakers:***André CHIENG** (Comité France-Chine)**Philippe de FONTAINE VIVE CURTAZ** (European Investment Bank)**Louis GALLOIS** (EADS)**Bruno LAFONT** (Lafarge)**Aloizio MERCADANTE OLIVA** (Minister of Science and Technology, Brazil)**Sidi Mohamed OULD BOUBACAR** (Ambassador of Mauritania in Egypt)**Deepak PURI** (Moser Baer)**Mostafa TERRAB** (Office Chérifien des Phosphates)**ZHANG Yuyan** (Institute of World Economics and Politics)

Coordination: **Pierre CAHUC** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Dominique ROUSSET** (France Culture)

10:45 – 12:30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 7**The Defaulting States**

Rogue states, fiscal paradises or enclaves, States struggling to exist... There is no lack of words to describe the States that have chosen to depart from the rules applied by other States at various levels depending on continents and in accordance with their stages of development, nor for the States' problems in building in a strained environment.

Yet there lies the source of factors that distort competition, threaten the security of exchanges, harbor rent capture and divert tax revenues.

What are these States? How is the scale of their actions to be assessed? What can the international community do in order to reduce the negative externalities caused by these non-cooperative measures?

Introduction: **Charles B. BLANKART** (Humboldt University in Berlin)

*Speakers:***Pierre DUQUESNE** (Ministry of Foreign and European Affairs)**Martin HIRSCH** (Agence du service civique)**David ROTHKOPF** (Garten Rothkopf)**Cobus de SWARDT** (Transparency International)**Georges TERRIER** (Davis Polk)**Martin ZIGUÉLÉ** (former Prime Minister of the Central Africa Republic)

Coordination: **André CARTAPANIS**, with the contribution of **Jean-Dominique LAFAY** and **Jean-Paul POLLIN** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Luc EVRARD** (Europe 1)

SAMEDI 9 juillet / Après-midi
L'État peut-il se transformer ?

15h00 - 15h30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)

Débat
Le service public en mutation

Intervenants :

Christophe de MARGERIE (Total)
Guillaume PEPY (SNCF)

Coordination: **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Jean-Marc SYLVESTRE** (i>TELE)

SATURDAY 9 July / Afternoon
Can States Change?

15:00 – 15:30

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)

Debate
Civil Service in Mutation

Speakers:

Christophe de MARGERIE (Total)
Guillaume PEPY (SNCF)

Coordination: **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Jean-Marc SYLVESTRE** (i>TELE)

15h45 - 17h15

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)**Session 9****La réforme managériale dans les administrations publiques**

Depuis une vingtaine d'années, des réformes managériales visent à optimiser la performance des administrations publiques. Ces réformes ont pris des voies diverses, voire opposées, passant quelquefois par des méthodes participatives ou de responsabilisation des agents publics, dans d'autres cas par des approches *top-down*, ou régentées par des consultants privés et des auditeurs publics. Au moment où les dettes héritées de la récession rendent plus nécessaire que jamais une meilleure efficacité des administrations publiques, on discutera des conditions de succès de ces réformes managériales, des moyens d'obtenir une meilleure productivité des administrations publiques, tout en maintenant la qualité du service et en suscitant l'adhésion des agents.

Introduction : Suzanne HURTUBISE (ancien Sous-Ministre du Canada, BERD)

Intervenants :

Franco BASSANINI (Université de Rome)

Elie COHEN (CNRS)

Mireille FAUGÈRE (AP-HP)

Gilberto KASSAB (Maire de Sao Paulo)

Eric LABAYE (McKinsey)

Alain LAMBERT (Conseil général de l'Orne)

Gunnar LUND (Ambassadeur de Suède en France)

Thierry de MONTBRIAL (Institut Français des Relations Internationales)

Coordination : Jean-Michel CHARPIN, avec la contribution de Christian STOFFAËS (Le Cercle des économistes)

Modérateur : Jean-Pierre ROBIN (Le Figaro)

15h45 - 17h15

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 11**Le consumérisme, progrès de la démocratie ?**

Le consumérisme désigne de façon péjorative l'évolution des sociétés développées vers des valeurs liées à la possession matérielle et à la consommation. S'il est paradoxalement un progrès, c'est qu'il apporte un bien-être supplémentaire aux consommateurs. Il implique que ceux-ci soient en mesure de s'organiser pour défendre leurs intérêts : sont-ils prisonniers des entreprises qui leur offrent des biens, des modes et de la pression sociale, ou ont-ils au contraire les moyens de se faire entendre ?

Pour répondre à ces enjeux, l'État a régulé les abus par le droit de la concurrence et le droit de la consommation. Mais l'un et l'autre peuvent être conflictuels. Il a de même mis en place des politiques publiques pour équilibrer les rapports entre l'individu et l'entreprise. Mais l'individu, à la fois consommateur et actif, peut avoir des intérêts divergents. La mise en œuvre d'instruments d'action des consommateurs ne va donc pas sans difficulté : faut-il favoriser les *class actions* ?

Introduction : Bernard STIEGLER (Institut de Recherche et d'Innovation)

Intervenants :

Carlo d'ASARO BIONDO (Google)

Patricia BARBIZET (Artémis)

Philippe BOURGUIGNON (Revolution Places)

Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)

Loraine DONNEDIEU de VABRES (JeantetAssociés)

Marc GUILLAUME (Le Cercle des économistes)

Philippe LEMOINE (LaSer)

Tim O'SHAUGHNESSY (LivingSocial)

Cornelia SCOTT (Association Fédérale des Economistes Allemands)

Philippe WAHL (La Banque Postale)

Coordination : Anne PERROT (Le Cercle des économistes)

Modérateur : Olivier JAY (Le Journal du Dimanche)

15h45 - 18h30

Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta – Amphi Zyromski

Session 10**Investissement de long terme et politique industrielle**

Si l'on excepte l'Allemagne, la crise a accéléré le processus de désindustrialisation dans les pays avancés. Face aux pertes d'emplois industriels, les politiques économiques transversales (innovation, etc.) peuvent sembler insuffisantes aux gouvernements. L'analyse économique et l'expérience montrent que les risques d'erreur sont élevés et les risques de capture bien présents. *A contrario*, les arguments liés aux externalités de connaissance, aux échecs de marché, aux problèmes de coordination entre agents, sont utilisés pour justifier des politiques, tels les pôles de compétitivité. Dans ce contexte y a-t-il à nouveau une place pour une intervention plus ciblée ?

Introduction : Erik ORSENA (Académie française)

Intervenants :

Philippe AGHION (Harvard)

Fouad M.T. ALGHANIM (Fouad Alghanim & Sons Group of Companies)

Frank DANGEARD (Harcourt)

Pierre GADONNEIX (Conseil Mondial de l'Énergie)

Clara GAYMARD (GE)

Kiran KARNIK (National Innovation Council, Inde)

Vikram KAUSHIK (ancien Directeur général de Tata Sky)

Anne LAUVERGEON (Areva)

Hervé MACHENAUD (EDF)

Philippe MELLIER (Alstom Transport)

Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)

Peter K. SCHOTT (Yale)

Philippe VARIN (PSA Peugeot Citroën)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ avec la contribution de

Daniel VITRY (Le Cercle des économistes)

Modérateur : Eric LE BOUCHER (Enjeux Les Echos)

15:45 – 17:15

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne (La Chapelle)

Session 9
Managerial Reforms in the Public Administration

For over twenty years, managerial reforms have attempted to optimize the public administration performance. However, these reforms have been diversely applied and have often strayed away from their original intentions. Some of these approaches have been highly participative and have increased agents' motivations and sense of responsibility. Others have implemented *top-down* practices and externalized the power to private consultants and public auditors.

In the wake of the recession, as ensuing debts increase the necessity for better public administration efficiency, we will discuss the conditions needed for the success of managerial reform and the means of obtaining better productivity in public administration while keeping the quality of service and promoting the support of agents.

Introduction: **Suzanne HURTUBISE** (Former Deputy Minister of Canada, EBRD)

Speakers:
Franco BASSANINI (Rome University)
Elie COHEN (CNRS)
Mireille FAUGÈRE (AP-HP)

Eric LABAYE (McKinsey)
Gilberto KASSAB (Mayor of Sao Paulo)
Alain LAMBERT (Conseil général de l'Orne)
Gunnar LUND (Ambassador of Sweden to France)
Thierry de MONTBRIAL (French Institute of International Relations)

Coordination: **Jean-Michel CHARPIN**, with the contribution of **Christian STOFFAËS** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Jean-Pierre ROBIN** (Le Figaro)

15:45 – 17:15

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 11
Does Consumerism Represent a Progress in Democracy?

The word "consumerism" is related to two very distinct notions: while the first one is related to the organization of consumers as an interest group, the other one has a more negative connotation to it: the evolution of developed societies towards a set of values based on the possession of material goods and consumption. Paradoxically, it is a form of progress as it brings consumers more well-being. It implies that the consumers are able to defend their own interests. Are they trapped by companies that have something to sell? Are they fashion victims? Do they yield to peer pressure? Can they make themselves heard?

In order to answer these issues the State has regulated abuses via competition rights and consumers' rights; but these regulations can turn out to be conflicting. The State has also implemented public policies aimed at balancing the relations between individuals and companies. However, most consumers are also working people whose interests can be divergent. Hence the implementation of adequate judicial tools for consumers is not exactly obvious: for example should class actions be encouraged?

Introduction: **Bernard STIEGLER** (Institute for Research and Innovation)

Speakers:
Carlo d'ASARO BIONDO (Google)
Patricia BARBIZET (Artémis)
Philippe BOURGUIGNON (Revolution Places)
Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)
Loraine DONNEDIEU de VABRES (JeantetAssociés)
Marc GUILLAUME (Le Cercle des économistes)

Philippe LEMOINE (LaSer)
Tim O'SHAUGHNESSY (LivingSocial)
Cornelia SCOTT (Federal Association of German Economists)
Philippe WAHL (La Banque Postale)

Coordination: **Anne PERROT** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Olivier JAY** (Le Journal du Dimanche)

15:45 – 18:30

Hôtel Maynier d'Oppède, 23 rue Gaston de Saporta – Amphi Zyromski

Session 10
Long-Term Investment and Industrial Policy

In advanced economies –with the exception of Germany–, the crisis has accelerated the de-industrialization process, which has resulted in the reduction of industrial employment. Transversal economic policies (innovation...) may seem insufficient to make up for these losses.

Economic analysis and experience show that risks of error are high and that capture risks exist. Conversely, the arguments related to knowledge externalities, to the failures of markets, to the problems of agent coordination are used to justify such policies as competitiveness poles.

Existing distortions in a few large countries have an impact on competition and modify traditional conclusions.

Introduction: **Erik ORSENNA** (Académie française)

Speakers:
Philippe AGHION (Harvard)
Frank DANGEARD (Harcourt)
Pierre GADONNEIX (World Energy Council)
Clara GAYMARD (GE)
Kiran KARNIK (National Innovation Council, India)
Vikram KAUSHIK (former CEO of Tata Sky)
Anne LAUVERGEON (Areva)
Hervé MACHENAUD (EDF)
Philippe MELLIER (Alstom Transport)
Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)
Peter K. SCHOTT (Yale)
Philippe VARIN (PSA Peugeot Citroën)

Coordination: **Lionel FONTAGNÉ**, with the contribution of **Daniel VITRY** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Eric LE BOUCHER** (Enjeux Les Echos)

17h15 - 18h45Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)**17h15 - 18h45**

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 12**État, marché : la compétition pour la santé, les retraites et l'éducation**

Les contraintes accrues qui pèsent sur les finances publiques posent à nouveau la question de la complémentarité et/ou de la substituabilité de l'État et du marché dans l'offre de services de santé et d'éducation, ainsi que dans la couverture de la retraite et du risque de longévité.

Les préoccupations d'efficacité incitent souvent à pencher en faveur d'une offre privée consistante. Mais l'analyse empirique, tout en soulignant le rôle de la concurrence, reste plus réservée sur l'apport de l'offre privée. À l'inverse, une offre publique répond davantage au souci de la redistribution, mais la performance de son exclusivité est plus nuancée. Quel équilibre entre concurrence et régulation faut-il trouver, pour que le partenariat public-privé soit optimal ?

Introduction : **Robert REICH** (Berkeley)

Intervenants :

Esko AHO (ancien Premier Ministre de Finlande, Nokia)

Gilles BENOIST (CNP Assurances)

Lady Barbara JUDGE (Pension Protection Fund)

Christian LAJOUX (Le LEEM)

Ton Nu Thi NINH (Université internationale Tri Viet)

Harpal SINGH (Fortis Healthcare Limited)

Mamadou TOURÉ (Pamecas)

Rose-Marie VAN LERBERGHE (Korian)

Coordination : **Philippe TRAINAR** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Nicolas PIERRON** (Radio Classique)

Session 13**Jusqu'où ira la mutation des fonctions régaliennes ?**

L'État doit-il faire évoluer le champ d'exercice de ses fonctions régaliennes (police, justice, armée), et les outils qu'il emploie pour les exercer ?

L'émission de monnaie confiée à des Banques centrales indépendantes, les fonctions régaliennes de l'État se concentrent sur la sécurité – défense, diplomatie, police – et la justice. Jusqu'à quel point l'État peut-il déléguer certains aspects de ces fonctions ? Il s'agira de déterminer d'une part si leur périmètre doit évoluer afin de prendre en compte les coopérations entre États et les structures supranationales, et de s'interroger d'autre part sur l'externalisation de certaines fonctions à des opérateurs privés. Quelle est en outre la place de ces fonctions régaliennes dans les politiques des États qui, comme la Chine, ont une conception de l'État qui diffère de celle de l'Europe ?

Introduction : **Richard E. MESSICK** (Banque Mondiale)

Intervenants :

José ACHACHE (Group on Earth Observations)

Maya BACACHE-BEAUVALLET (Télécom ParisTech)

Guy CANIVET (Conseil Constitutionnel)

Nelson Azevedo JOBIM (Ministre de la Défense du Brésil)

Pierre RAOUL-DUVAL (Gide Loyrette Nouel)

Arseniy YATSENYUK (Député d'Ukraine)

Coordination : **Françoise BENHAMOU** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **Gilles LECLERC** (Public Sénat)

17:15 – 18:45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta - Amphi Bruno Etienne
(La Chapelle)**Session 12****State vs. Market: the Competition for Health Care,
Retirement Pension Schemes and Education**

The growing constraints that weigh on public finance once more raise the question of the extent to which the private sector can complement or even replace the State in the fields of healthcare and education, and down to pension schemes and financial risks associated with old age.

Efficiency will plead for a substantial private participation but though it confirms the critical importance of competition, empirical analysis will be more balanced in its conclusions on the benefits of the private contribution. Conversely, the concern for equitable redistribution will tip the scales in favor of an all-public offer while empirical analysis shows that public action is indeed indispensable to maintain equity but casts a doubt on the relevance of an all-public system.

What balance should be aimed for, between competition and regulation, for the public/private partnership to be optimum?

Introduction: **Robert REICH** (Berkeley)

Speakers:

Esko AHO (former Prime Minister of Finland, Nokia)

Gilles BENOIST (CNP Assurances)

Lady Barbara JUDGE (Pension Protection Fund)

Christian LAJOUX (Le LEEM)

Ton Nu Thi NINH (Tri Viet University)

Harpal SINGH (Fortis Healthcare Limited)

Mamadou TOURÉ (Pamecas)

Rose-Marie VAN LERBERGHE (Korian)

Coordination: **Philippe TRAINAR** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Nicolas PIERRON** (Radio Classique)

17:15 – 18:45

Sciences Po Aix, 25 rue Gaston de Saporta – Amphi Cassin

Session 13**How far will the Prerogatives of the State Evolve?**

Should the State modify the sphere of its prerogatives (police, justice, army) and the resources it uses to exert them?

Minting coins being now left to independent Central Banks, the State's prerogatives concentrate on security –defense, diplomacy, police– and justice. To what extent can the State delegate parts of these prerogatives? This session will aim at determining, on the one hand, if their perimeter should evolve in order to include cooperation between States and supranational structures. On the other hand, it will address the issue of the externalization of some prerogatives to private operators. Furthermore where do these prerogatives stand in the policies of States such as China, which have a different conception of the State than the one that prevails in Europe?

Introduction: **Richard E. MESSICK** (World Bank)

Speakers:

José ACHACHE (Group on Earth Observations)

Maya BACACHE-BEAUVALLET (Télécom ParisTech)

Guy CANIVET (Constitutional Council)

Nelson Azevedo JOBIM (Minister of Defence of Brazil)

Pierre RAOUL-DUVAL (Gide Loyrette Nouel)

Arseniy YATSENYUK (MP of Ukraine)

Coordination: **Françoise BENHAMOU** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **Gilles LECLERC** (Public Sénat)

DIMANCHE 10 juillet
Les États : les grands défis

Faculté de Droit et de Science Politique, Université Paul
Cézanne, 3, avenue Robert Schuman
Amphi Portalis

8h30 - 9h15

Débat
Stratégies de sortie de crise

Crise grecque, réforme des retraites en France, contestation du gouvernement espagnol : l'État est de plus en plus souvent remis en cause en Europe quant à sa capacité à définir une stratégie efficace de sortie de crise. Dans les réformes engagées par les États-membres, plusieurs voies, orthogonales les unes aux autres, semblent fournir des pistes de réflexion permettant d'éclairer le futur.

Parmi elles, le modèle suédois, fondé sur un État-providence puissant et omniprésent, connaît de profondes mutations. Les politiques menées par le gouvernement Reinfeldt ont ainsi pour objectif de l'adapter à la crise de la mondialisation tout en préservant sa spécificité.

Ce « modèle » n'est évidemment pas transférable en l'état en France. Mais l'analyse, en détail et sans a priori, de l'expérience suédoise, et sa confrontation avec les réformes engagées dans l'Hexagone ouvrent des perspectives décisives pour ceux qui veulent sortir par le haut de la crise.

Intervenants :**Anders BORG** (Ministre des Finances, Suède)**Christine LAGARDE** (Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France)**Coordination :** Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)**Modérateur :** Nicolas BEYTOUT (Groupe Les Echos)

9h15 - 10h45

Session 14
G8 / G20 : concurrences et/ou convergences entre les États

Les G sont la nouvelle organisation de notre nouveau monde. Le passage du G8 au G20 n'est pas seulement la preuve de la globalisation, c'est surtout celle du changement de sa logique de gouvernance. Son instauration doit permettre de « gérer la crise », en mettant ensemble les préoccupations, les risques, les dangers des égoïsmes pour parvenir à des comportements coopératifs.

Le G20 a commencé par s'en prendre à *d'usual suspects* – les traders et leurs *bonus*, les agences de notation et leurs *ratings* procycliques – qui avaient l'avantage de faire vite naître l'accord des parties. La crise vient, au fond, de la poursuite de comportements intenable dans la durée : l'excès d'épargne des uns, l'insuffisance d'épargne des autres. Les déséquilibres globaux ne pouvaient ainsi se réduire que dans la durée et surtout avec l'intervention coordonnée des acteurs. La stratégie du G20, qu'il s'agira de comprendre et de valider, cherche donc à élaborer des indicateurs de déséquilibres, d'actions pour les réduire et de modalités de mesure des processus de convergence.

Introduction : Paul MARTIN (ancien Premier ministre du Canada)**Intervenants :****Léo APOTHEKER** (HP)**Agustin CARSTENS** (Banque centrale du Mexique)**Angel GURRIA** (OCDE)**Robert KOOPMAN** (United States International Trade Commission)**Mario MONTI** (Università Bocconi)**Christian NOYER** (Banque de France)**Josep PIQUE I CAMPS** (Vueling Airlines, Pangea XXI)**Coordination :** Jean-Paul BETBÈZE, avec la contribution d'Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)**Modérateur :** Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

10h45 - 12h00

Session 15
La crise change-t-elle les objectifs et les moyens de lutte contre la pauvreté ?

Comment expliquer le fait que, dix ans après l'adoption des objectifs du millénaire pour le développement, les résultats obtenus dans la réduction de la pauvreté soient aussi inégaux ? La gestion axée sur les résultats a profondément modifié les politiques publiques. Il apparaît donc nécessaire de remettre en perspective ces objectifs avec les moyens mis à leur service et d'interroger les modalités d'intervention de chacun des acteurs mobilisés dans la lutte contre la misère.

Quel lien peut-on faire entre croissance économique et lutte contre la pauvreté ? Peut-on utiliser les mêmes instruments et les mêmes moyens que les pays industriels dans les pays émergents, ou la mondialisation change-t-elle la donne ? Comment envisager l'interaction entre les pouvoirs publics, les actions privées ou philanthropiques, et la société civile ?

Intervenants :**Christophe de BACKER** (HSBC)**Pierre-André de CHALENDAR** (Saint-Gobain)**Michel CICUREL** (Compagnie Financière Edmond de Rothschild)**Cheick Modibo DIARRA** (Microsoft Afrique)**Martin HIRSCH** (Agence du service civique)**Mary Ellen ISKENDERIAN** (Women's World Banking)**Youssou N'DOUR** (artiste)**Serge VILLEPELET** (PwC)**Coordination :** Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)**Modérateur :** Laurent JOFFRIN (Le Nouvel Observateur)

SUNDAY 10 July**What Challenges for States?**

8:30 – 9:15

Debate**Exit Strategies from the Economic Crisis**

The Greek crisis, the retirement reform in France, the challenging of the Spanish government all show that the ability of the States to promote an efficient strategy to get out of the crises is more and more questioned. In matters of reforms implemented by member-States, a few quasi-perpendicular policies deserve to be carefully at carefully.

Amongst them, the Swedish model, built upon a powerful and omnipresent Welfare-State, is undergoing major changes. The policies adopted by the Reinfeldt government thus aim at meeting the new demands imposed by the world crisis whilst preserving the State's specificities.

At this stage, this "model" is not directly adaptable to France. But a careful and honest analysis of the Swedish experience, and its comparison with reforms undertaken in France open the way to new decision perspectives for all countries that want to get out of the crisis unscathed.

Speakers:**Anders BORG** (Minister for Finance, Sweden)**Christine LAGARDE** (Minister of Economy, Finance and Industry, France)**Coordination:** Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)**Hosted by** Nicolas BEYTOUT (Groupe Les Echos)

9:15 – 10:45

Session 14**G8 / G20: Competition and/or Cooperation between States**

Our new world is organized according to G's. The passage from G8 to G20 is not only an evidence of globalization, but mostly that of the changes of its governance logics. Its implementation should allow "to manage the crisis" by putting together concerns, risks, threats of egoisms and attain cooperative behaviors.

G20 first attacked the "usual suspects" –traders and their bonuses, rating agencies and their pro-cyclical ratings– all of which had the advantage of allowing quick agreements between the parties. Basically, the crisis originates in the sustained pursuit of unsustainable behaviors: surplus of savings with some and insufficiency of savings with others. Global imbalances could thus only be curbed with time and with a coordinated action of the actors. The G20's strategy, that remains to be understood and validated, consist in designing indicators of imbalances, actions to reduce them and tools to measure convergence processes.

Introduction: Paul MARTIN (former Prime Minister of Canada)**Speakers:**

Léo APOTHEKER (HP)

Agustin CARSTENS (Central Bank of Mexico)

Angel GURRIA (OECD)

Robert KOOPMAN (United States International Trade Commission)

Mario MONTI (Università Bocconi)

Christian NOYER (Bank of France)

Josep PIQUE I CAMPS (Vueling Airlines, Pangea XXI)

Coordination: Jean-Paul BETBÈZE, with the contribution of

Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

Hosted by Hedwige CHEVRILLON (BFM Business)

10:45 – 12:00

Session 15**Has the Crisis Changed the Goals and Means to Fight Poverty?**

How to explain that ten years after the setting of the Millennium Development Goals, the results in reducing poverty are so uneven?

The setting of goals and result-oriented processes, have had a large impact on public policies.

Therefore, it appears necessary to reevaluate these goals and allocated means and address the intervention modes of all the parties involved in the fight against poverty.

What connections are there between economic growth and the reduction of poverty? Can we use the same tools and methods in developed and developing countries, or has globalization moved the goalposts?

How to rethink the connections between public authorities, private and philanthropic actions, the role of civil societies?

Speakers:

Christophe de BACKER (HSBC)

Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain)

Michel CICUREL (Compagnie Financière Edmond de Rothschild)

Cheick Modibo DIARRA (Microsoft Africa)

Martin HIRSCH (Agence du service civique)

Mary Ellen ISKENDERIAN (Women's World Banking)

Youssou N'DOUR (Singer)

Serge VILLEPELET (PwC)

Coordination: Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)**Hosted by** Laurent JOFFRIN (Le Nouvel Observateur)

12h00 - 13h30**Session 16****Nouvelles ambitions, nouvelles régulations**

Les années 1990 et 2000 avaient vu s'imposer une conception minimaliste du rôle de l'État dans l'économie, voire dans la société. La crise financière a consacré l'échec de cette vision et les mesures prises en réaction ont remis les États au centre du jeu économique. Mais il ne s'agit pas pour autant de réhabiliter les vieilles recettes de l'interventionnisme, qui n'avaient pas fait leurs preuves. Le risque aujourd'hui est que l'aspiration à plus d'État soit déçue ou donne lieu à des dérives, qu'elles soient de nature économique ou politique : erreurs de pilotage, retour des rentes et des intérêts constitués.

Il s'agit aujourd'hui d'inventer les nouveaux modes de régulation qui répondront aux défis d'économies intégrées, porteuses d'opportunités mais aussi de plus en plus complexes et donc de plus en plus risquées.

Une partie de la réponse se trouve dans la coopération entre les gouvernements, telle qu'incarnée par la discussion du G20 mais aussi par la construction d'espaces de solidarité régionale. Mais l'essentiel de la réponse demeure à inventer au sein des sociétés elles-mêmes. C'est une chance historique mais aussi une lourde responsabilité pour la croissance, l'équité et la stabilité du monde de demain.

Introduction : **Béji Caïd ESSEBSI** (Premier ministre de Tunisie)*

Intervenants :

Renato FLORES (Fundação Getulio Vargas)

Hadeel IBRAHIM (Fondation Mo Ibrahim)

Pierre-Louis LIONS (Collège de France)

Salil SHETTY (Amnesty International)

Jean-Claude TRICHET (Banque centrale européenne)

ZHU Min (Fond Monétaire International)

Coordination : **Benoît COEURÉ** (Le Cercle des économistes)

Modérateur : **François-Xavier PIETRI** (TF1 / LCI)

Conclusion et Déclaration finale du Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI, Président du Cercle des économistes

12:00 – 13:30

Session 16**New Ambitions, New Regulations**

The 1990s and 2000s were the heyday of a minimal vision of the role of the State in the economy, and maybe also in society. The financial crisis has uncovered the failure of this model and subsequent action has given States a central role in the economic game, without restoring the old recipes of interventionism, which had not been proven. There is a danger today that the aspiration for more government intervention is not met properly and leads to economic or political excesses: policy mistakes, new rent-seeking behaviors and vested interests.

It is today necessary to invent new modes of regulation that will meet the challenges of integrated economies, with many opportunities but also more complexity and therefore more risks. Part of the answer lies in cooperation among governments, as embodied by the G 20 discussion but also by links being tied at a regional level. But much of the answer is still to be invented within societies themselves. This is a historic opportunity but also a heavy responsibility through its consequences for growth, equity and stability in the world of tomorrow.

Introduction: **Béji Caïd ESSEBSI** (Prime Minister of the Tunisian Republic)*

Speakers:

Renato FLORES (Fundação Getulio Vargas)

Hadeel IBRAHIM (Mo Ibrahim Foundation)

Pierre-Louis LIONS (Collège de France)

Salil SHETTY (Amnesty International)

Jean-Claude TRICHET (European Central Bank)

ZHU Min (International Monetary Fund)

Coordination: **Benoît COEURÉ** (Le Cercle des économistes)

Hosted by **François-Xavier PIETRI** (TF1 / LCI)

Conclusion and Final statement

Jean-Hervé LORENZI, President of Le Cercle des économistes